M. R. P.

2e circonscription Strasbourg Est-Ouest



Gilbert JOST

Electrices, Electeurs,

Le référendum du 28 octobre 1962 a placé beaucoup de citoyens devant un cas de conscience difficile. La majorité de l'Assemblée Nationale a censuré le Gouvernement parce que la procédure choisie pour modifier la Constitution était irrégulière. Mais sur la proposition elle-même - l'élection du Président de la République au suffrage universel - beaucoup de ceux qui ont voté la censure étaient d'accord. Maintenant que la question est tranchée, il ne sert à rien de prolonger une controverse qui a dangereusement divisé les Français.

Il faut préparer l'avenir

Il faut réaliser une **union aussi large que possible** pour fortifier **l'autorité de l'Etat** et la sauvegarde **des libertés démocratiques**. Ce double but peut et doit être atteint **dans le cadre de la Constitution de 1958 proposée par le Général de Gaulle et approuvée par le peuple.** Cette Constitution repose sur trois piliers : le **Président de la République, arbitre suprême** - le **Gouvernement** qui détermine et conduit la politique de la nation - le **Parlement**, qui représente la nation, contrôle le Gouvernement et vote les lois. C'est dans **l'équilibre entre ces trois pouvoirs** que réside la garantie contre l'aventure dictatoriale et contre l'anarchie.

Nous sommes

contre le retour à la IVe République

qui avait donné trop de pouvoirs au Parlement, ce qui a conduit à l'instabilité gouvernementale et à l'affaiblissement de l'Etat. Le **M. R. P. a été le premier** à proposer, dès 1956, un projet de réforme de l'Etat, qui visait à donner au Gouvernement **force et stabilité.** Plusieurs dispositions de ce projet ont été reprises dans la Constitution de 1958 Nous demeurons **résolus à participer loyalement au fonctionnement des institutions de la V. République présidée par le Général de Gaulle, tout en restant fidèles à ses principes** et à nos positions sur les questions essentielles. **Nous ne sommes pas des suiveurs aveugles, qui abdiquent toute liberté de jugement et renoncent à toute volonté propre. Nous voulons prendre nos responsabilités en hommes libres.** En particulier nous continuerons à lutter

pour l'Europe unie.

Robert Schuman, le premier, à partir de 1950, a entrepris de construire la Communauté européenne fondée sur la réconciliation franco-allemande. Le R. P. F. - prédécesseur de l'U. N. R. - a combattu cette politique. Nous voulons qu'elle soit poursuivie et que l'oeuvre soit couronnée par l'institution d'une autorité politique européenne. Les rencontres entre Chefs d'Etat et Ministres sont utiles, mais elles ne suffisent pas. Il faut faire de l'Europe une entité organique, capable de **survivre aux hommes qui passent** et de préserver les peuples contre toute rechute dans le nationalisme qui, tôt ou tard, conduit à la guerre.

Pour la sécurité de la France

il faut résister aux tentations de l'orgueil national qui pourraient nous conduire à relâcher les liens qui nous unissent à nos alliés et particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique. **Les événements de Cuba** ont montré une fois de plus que la sécurité du monde libre repose principalement sur la force et la détermination des Etats-Unis qui, par le Pacte atlantique, se sont engagés à nous secourir en cas de danger. C'est par une **défense commune** dans le cadre atlantique ou au moins dans le cadre européen que nous pouvons protéger notre pays et **consolider la paix**, non par la création d'une force atomique nationale qui sera beaucoup trop faible pour être efficace, bien qu'elle nous coûte très cher.

Pour l'expansion économique et la justice sociale

L'expansion économique doit se poursuivre dans la **stabilité de la monnaie.** Ses fruits doivent bénéficier équitablement à toutes les catégories de la nation, selon les exigences de la justice sociale. Il faut en particulier accroître dans toute la mesure du possible la part des **familles** et des **vieux** qui ont été défavorisés jusqu'à présent. Ces objectifs ne peuvent etre atteints que dans le cadre d'un Plan national à l'élaboration duquel doivent être associées toutes les catégories professionnelles et sociales. Il doit en être de même pour les plans régionaux ; nous proposons l'institution d'un **Conseil économique et social dans chaque région.**

Pour Strasbourg et l'Alsace

l'ouverture du Marché Commun Européen a créé des chances nouvelles de développement. L'utilisation vigoureuse par le Conseil Général du Bas-Rhin, sous l'impulsion de sa majorité M. R. P., des méthodes et des instruments de **l'action économique régionale** créés par Pierre **PFLIMLIN** lorsqu'il était Ministre des Finances et des Affaires Economiques (décrets du 30 juin 1955) a contribué à redresser la situation économique dans notre Département. Au cours des cinq dernières années, environ 9.300 emplois nouveaux ont été créés dans le Bas-Rhin.

Il faut poursuivre une politique d'investissement dynamique afin d'assurer l'augmentation du niveau de vie de nos travailleurs. Il faut aider nos commerçants et artisans, améliorer les liaisons routières et ferrovières, moderniser les voies navigables, continuer et intensifier les efforts de construction des logements, de développement de l'équipement social, culturel et sportif. Enfin il faut agir pour que Strasbourg devienne la capitale de l'Europe.

Pour notre Jeunesse

qui sera de plus en plus nombreuse au cours des prochaines années, il faut que l'expansion économique continue. **20.000 emplois devront être créés dans le Bas-Rhin** avant 1970. Des écoles techniques, des centres de formation professionnelle, des lycées devront être construits.

Electrices, Electeurs de Strasbourg Est-Ouest,

La montée des jeunes générations et leur arrivée à l'âge où elles doivent prendre leurs responsabilités, a incité la Fédération M.R.P. à présenter à vos suffrages à Strasbourg **deux hommes nouveaux, jeunes et dynamiques :** Gilbert JOST dans la circonscription Est-Ouest et Théo BRAUN dans la circonscription Nord-Sud.

Me Gilbert Jost, Docteur en Droit, avocat, âgé de 33 ans, possède les qualités et les bases nécessaires pour remplir avec compétence la tâche pour laquelle il est proposé. Sa **solide formation juridique et économique** lui sera d'un grand secours lorsqu'il s'agira d'affronter les problèmes de plus en plus complexes qui se posent sur le plan national.

Gilbert Jost connaît les difficultés journalières de la population, car il a dû subvenir lui-même par son travail à une partie de ses frais d'études. C'est également par ses propres moyens qu'il a du se créer une situation sur le plan professionnel.

Déjà dans le passé, il a prouvé l'intérêt qu'il portait aux affaires publiques, tant dans le cercle restreint du quartier qu'il habite, que sur un plan plus élevé. Le congrès départemental du M.R.P. a reconnu ses mérites en le portant à la vice-présidence de la Fédération du Bas-Rhin et en le désignant comme délégué titulaire au Comité National à Paris.

Lors des élections cantonales d'avril 1962, **il a été élu Conseiller Général du Canton Centre-Ouest de Strasbourg.** Ses qualités d'homme et de citoyen, son expérience professionnelle et politique feront de lui, si vous lui faites confiance, **un représentant dynamique et efficace** de nos populations à l'Assemblée Nationale.

Son suppléant, **Armand Bussé,** dirigeant syndicaliste et Conseiller municipal, appartient également aux jeunes cadres de notre mouvement et il fera profiter le candidat titulaire de son expérience sociale et syndicale.

Votez **Gilbert JOST**

Avocat, Conseiller Général

Remplaçant éventuel : Armand BUSSÉ

Employé de banque, dirigeant syndicaliste
Conseiller municipal



Armand BUSSÉ

M. R. P.

2. Wahlkreis Strasbourg Ost-West

Wählerinnen! *Wähler!*

Das Referendum vom 28. Oktober 1962 hat viele Bürger vor eine schwierige Gewissensfrage gestellt. Die Mehrheit der Nationalversammlung hat die Regierung getadelt, weil das für die Verfassungsänderung gewählte Verfahren gesetzeswidrig war. Mit dem Vorschlag selbst - Wahl des Präsidenten der Republik durch das Volk - Waren jedoch viele, die für den Tadel stimmten, einig. Da nun die Frage entschieden ist, ist es nicht angebracht, eine Diskussion weiterzuführen, die das französische Volk auf gefährliche Weise gespalten hat.

Der Weg in die Zukunft

muss nun gebahnt werden durch **Einigung aller Kräfte** für Stärkung der **Staatsautorität** und Schutz der **demokratischen Freiheiten.** Dieses doppelte Ziel kann im Rahmen der **Verfassung von 1958**, welche **von General de Gaulle vorgeschlagen und vom Volke gutgeheissen** wurde, erreicht werden. Diese Verfassung beruht auf drei Grundpfeilern : **Der Präsident der Republik als oberster Schiedsrichter - die Regierung** bestimmt und leitet die nationale Politik - **das Parlament** vertritt das Volk, kontrolliert die Regierung und macht die Gesetze. Das **Gleichgewicht** unter diesen drei Gewalten **schützt das Land vor Diktatur und Anarchie.**

Wir sind

gegen den Rückfall in die 4. Republik

welche dem Parlament zu viel Befugnisse gegeben hatte, was zur Ministerstürzerei und zur Schwächung des Staates führte. Der M. R. P. hat als erster im Jahre 1956 eine **gründliche Staatsreform** vorgeschlagen, um der Regierung **mehr Stärke und Stabilität** zu verleihen. Mehrere Bestimmungen dieses M. R. P.-Projektes wurden in die Verfassung von 1958 übernommen. Wir sind entschlossen, auch weiterhin loyal an der Arbeit der V. Republik unter dem Vorsitz des Generals de Gaulle teilzunehmen, in Treue zu unseren Prinzipien und Stellungnahmen über Grundfragen. **Wir sind nicht blinde Mitläufer, die auf jedes eigene Urteil und jeden eigenen Willen verzichten.** Als freie Bürger wollen wir unsere Verantwortungen übernehmen. Insbesondere werden wir weiterkämpfen

für die Einheit Europas

Robert Schuman als erster hat 1950 begonnen, die europäische Gemeinschaft auf der Aussöhnung zwischen Frankreich und Deutschland aufzubauen. Der R. P. F., Vorgänger der U. N. R., hat diese Politik bekämpft. Wir wollen, dass sie weitergeführt wird und dass das Werk durch Errichtung einer politischen Autorität gekrönt wird. Begegnungen der Staatsoberhäupter und Minister sind gewiss nützlich, aber sie genügen nicht. Europa muss eine **organische Einheit werden, welche die jetzt am Steuer befindlichen Männer überleben kann** und fähig ist, die Völker gegen Rückfall in den Nationalismus, der früh oder spät zum Kriege führt, zu bewahren.

Für die Sicherheit Frankreichs

müssen, trotz der Versuchungen des Nationalstolzes, die Bande, die uns mit unseren Alliierten, und besonders mit den Vereinigten Staaten von Amerika verbinden, nicht gelockert sondern gefestigt werden. **Die Ereignisse in Kuba** haben einmal mehr gezeigt, dass die Sicherheit der freien Welt auf der Stärke und der Entschlusskraft der Vereinigten Staaten beruht, die sich durch den Atlantik-Pakt verpflichtet haben, uns im Notfalle zu verteidigen. Nur durch eine **gemeinsame Verteidigung** im atlantischen oder zu mindest im europäischen Rahmen kann unser Land beschützt und **der Frieden gefestigt** werden, nicht durch Schaffung einer nationalen Atomwaffe, die viel zu schwach ist um wirksam zu sein, wenn sie uns auch viel Geld kostet.

Für Wirtschaftsentwicklung und soziale Gerechtigkeit

Die wirtschaftliche Entwicklung muss weitergehen, unter Wahrung der **Stabilität des Frankens.** Ihre Früchte müssen in gerechter Weise allen Kategorien des Volkes zugute kommen. Insbesondere sollen so bald wie möglich die Anteile der **Familien** und der **alten Leute erhöht** werden, die bis jetzt nicht genug berücksichtigt worden sind. Diese Ziele können nur im Rahmen eines nationalen Planes erreicht werden, an dessen Ausarbeitung Vertreter **aller Stände und Berufskategorien** mitwirken sollen. Das Gleiche gilt für die regionalen Aktionsprogramme; unser Vorschlag : Errichtung eines **Sozialen Wirtschaftsrates in jeder Region.**

Für Strasbourg und das Elsass

hat der Gemeinsame Europäische Markt neue Entwicklungsmöglichkeiten gegeben. Ausserdem hat der Generalrat des Bas-Rhin, unter dem Impuls seiner M.R.P.-Mehrheit, die von **Pierre PFLIMLIN,** als er Wirtschafts- und Finanzminister war, durch die Gesetzesdekrete vom 30. Juni 1955 geschaffenen Instrumente für die **regionale Wirtschaftspolitik** aufs wirksamste verwendet. Durch Einpflanzung neuer Industrien wurden in unserem Departement in den letzten fünf Jahren **9.300 neue Arbeitsplätze** geschaffen.

Die Politik der Investierungen muss fortgesetzt werden um den Lebensstandard unserer Bevölkerung zu erhöhen. Unseren Kaufleuten und Handwerkern muss geholfen und unsere Verkehrswege ausgebaut werden. Die Bemühungen im Wohnungsbau, in der Entwicklung der Sozialeinrichtungen, sowie im kulturellen und sportlichen Bereich müssen fortgesetzt werden. Auch ist das Notwendige zu tun, damit Strasbourg die Hauptstadt Europas wird.

Für unsere Jugend

die in den nächsten Jahren immer zahlreicher sein wird, muss der wirtschaftliche Fortschritt weitergehen. **20.000 Arbeitsplätze** müssen bis 1970 im Bas-Rhin gegründet werden. Es müssen noch zahlreiche **Schulen** für technischen Unterricht und berufliche Ausbildung sowie höhere Lehranstalten gebaut werden.

Wählerinnen, Wähler von Strasbourg Est-Ouest !

Das Heranwachsen der jungen Generationen die jetzt das Alter haben um ebenfalls Verantwortungen zu übernehmen, hat den M.R.P. bewogen, in Strasbourg **zwei neue, junge und dynamische Männer** zur Wahl vorzuschlagen : Gilbert JOST im Kreis Ost-West und Théo BRAUN im Kreis Nord-Sud.

Me Gilbert Jost, Docteur en Droit, Rechtsanwalt, 33 Jahre alt, besitzt die Eigenschaften und Grundlagen die für die Ausübung eines Abgeordnetenmandates absolut notwendig sind. **Seine ausführliche juristische und wirtschaftliche Bildung** wird ihm erlauben seinen Standpunkt in den von Tag zu Tag schwierigeren nationalen Problemen zu verteidigen.

Gilbert Jost kennt die alltäglichen Sorgen der Bevölkerung, da er selbst durch seine Arbeit einen Teil seiner Studienkosten decken musste. Auch in seinem beruflichen Leben musste er sich seinen Weg selber und ohne Hilfe bahnen.

Schon in der Vergangenheit hat unser Kandidat seinen Anteil an der Regelung der öffentlichen Angelegenheiten genommen, sei es im kleineren Rahmen der lokalen Sorgen des Viertels das er bewohnt, sei es auf einem höheren Plane. Der Departementalkongress des M.R.P. hat ihm sein Vertrauen bewiesen und ihm die Vize-Präsidentschaft der Föderation übertragen.

Bei den letzten Kantonalwahlen die im Frühjahr in Strasbourg stattfanden, wurde er zum **Generalrat des Kantons Centre-Ouest** gewählt.

Sein Wirken als Mensch und Bürger, seine berufliche und politische Erfahrung werden ihn, wenn Sie ihm Vertrauen schenken, zu einem **wirksamen und tatkräftigen Vertreter** unserer Bevölkerung in der Nationalversammlung machen.

Sein Ersatzmann, **Armand Bussé,** Gemeinderatsmitglied der Stadt Strasbourg, gehört ebenfalls zu den besten jungen Kräften unserer Bewegung und wird unserem Kandidaten mit seiner **sozialen und gewerkschaftlichen Erfahrung** beistehen.

Wählt **Gilbert JOST**

Avocat, Conseiller Général

Remplaçant éventuel : Armand BUSSÉ

employé de banque, dirigeant syndicaliste
Conseiller municipal

S. E. B. A.

Vu les candidats.